

Relations entre espace de l'habitat et comportements ethniques

Daniel Pinson

▶ To cite this version:

Daniel Pinson. Relations entre espace de l'habitat et comportements ethniques. Banlieue, immigration, gestion urbaine, Institut de Géographie Alpine, Université Joseph Fourier, May 1988, Grenoble, France. pp.253-264. halshs-01532998

HAL Id: halshs-01532998 https://shs.hal.science/halshs-01532998

Submitted on 18 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Texte paru dans Nadir Boumaza, Banlieue, immigration, gestion urbaine, Actes du Séminaire tenu les 26 et 27 Mai 1988, à l'Université Joseph Fourier, Grenoble, France, p. 253-264.

RELATIONS ENTRE ESPACE DE L'HABITAT ET COMPORTEMENTS ETHNIQUES Par Daniel PINSON

Nous présentons ici les éléments d'une recherche qui vise à mieux comprendre l'effet spatial sur les comportements ethniques et les rapports de voisinage interethniques, et en retour comment l'appartenance ethnique peut utiliser l'espace pour trouver un support à l'expression de ses modèles culturels d'origine, ou transformés par les circonstances de l'immigration. Nous partirons principalement d'enquêtes et d'observations ethno-spatiales réunies sur une ZUP de la périphérie nantaise (1) tout en faisant de nombreuses extrapolations, puisées dans d'autres lieux de présence immigrée à l'intérieur de l'agglomération nantaise et sur les espaces d'origine et de retour dont nous rencontrons par ailleurs l'habitat (2). La population immigrée à laquelle nous nous intéressons principalement est d'origine marocaine. Lorsque nous parlons d'habitat, nous ne nous limitons pas au logement, nous prenons également en compte les espaces de cohabitation de l'immeuble (cage d'escalier, locaux collectifs résidentiels, espaces de proximité du logement) et les espaces publics (équipements, centres commerciaux, etc.). C'est sur la totalité de ce complexe, ainsi dénommé habitat, que nous entendons produire nos réflexions sur espace et comportements ethniques.

I - LA ZUP DE NANTES-SAINT-HERBLAIN ET LA PRESENCE IMMIGREE

La ZUP dont il est question ici est la plus grande de l'agglomération nantaise. 7000 logements y ont été construits de 1965 à 1975. Le logement H.L.M. y compte pour 50 %. Une particularité de la ZUP réside dans le fait qu'elle a été établie sur deux communes : NANTES et SAINT-HERBLAIN, la plus grande ville de la banlieue nantaise et la troisième du département (30 000 habitants). Cet aspect original de la ZUP, cumulé avec l'importance de l'Office Public d'H.L.M. de la ville de NANTES et l'obligation qu'il avait de construire exclusivement sur le territoire de sa commune de tutelle, fait que l'essentiel du parc H.L.M. (2000 logements sur les 3500 attribués aux offices HLM) a été édifié sur la partie nantaise de la ZUP. C'est là que l'on trouve également les "programmes spéciaux" de logements, tels que PSR et PLR, sous catégories H.L.M. qui ont permis, dans les années 70, de résorber les dernières cités d'urgence de l'après-guerre et de loger les familles qui occupaient les quartiers les plus taudifiés du centre-ville.

A l'image du département, la présence des étrangers recensés en 1968, puis en 1975 est nettement moins importante qu'en d'autres régions de France : 3,8 % en 1975. C'est entre cette date et 1982 que les choses vont évoluer : la partie nantaise de la ZUP compte 11,6 % d'étrangers, tandis que la partie herblinoise n'en accueille que 6 %, soit un peu moins que la moyenne nationale (6,8 %). Il n'est pas utile d'insister ici sur les raisons partagées à l'échelle nationale, de l'augmentation de cette présence (3). L'arrivée des familles maghrébines, rejoignant le chef de ménage, explique essentiellement cette nouvelle proportion dans la ZUP : le logement se substitue au foyer et le phénomène est illustré statistiquement par la régression du pourcentage portugais (16,4 contre 36,4 %) en faveur des algériens (23,4 %) et des marocains (22,5 %).

Par cet apport nouveau, le contenu populaire de la ZUP, dite aussi de Bellevue, se voit ainsi renforcé. Des témoignages disent la chaleur de l'accueil souvent trouvé par les familles étrangères lors de leur arrivée dans la ZUP. Mais parallèlement, se dessine un mouvement de départ des couches moyennes, chez lesquelles se développe, en même temps que la déception vis à vis de la ZUP (un chantier inachevé) l'attrait de la maison individuelle. Ce phénomène, en même temps qu'il redouble la dimension populaire du quartier, désigne la ZUP non plus comme la ville heureuse qu'on promettait, mais comme la zone des laissés pour compte de la société. L'enchaînement dégradation physique, ségrégation sociale s'amorce.

II - DISTRIBUTION SPATIALE DES LOGEMENTS, GESTION HLM ET REPARTITION DES POPULATIONS (genèse des concentrations immigrées)

Pourtant la statistique de l'INSEE, aussi près serre-t-elle, dans son découpage en quartiers, la population de la ZUP, dilue notablement les réalités de la concentration des familles immigrées. Un examen plus fin de sa répartition fait en effet apparaître, chose connue de la rumeur publique et de la gestion H.L.M., des phénomènes d'isolat. Avant les récents projets de réhabilitation décidés dans la ZUP (1986), aucune enquête n'avait permis d'approcher cette réalité, et ce n'est qu'à cette occasion que les organismes H.LM., pour monter ces opérations, obtenir les subventions et le conventionnement et calculer les incidences de l'APL, ont eu besoin d'une meilleure connaissance de leurs locataires. Sur la partie nantaise de la ZUP, l'OP HLM a fait procéder à une enquête sur deux tranches d'opération (300 et 250 logements) et sur la partie herblinoise, l'Office Départemental a commandé une étude pré-opérationnelle pour un ensemble de 450 logements. L'enquête sociale incluse dans cette dernière étude va encore plus loin que les deux premières pour mettre en rapport les catégories de population et leur répartition dans les immeubles.

Ces enquêtes font très bien apparaître comment, au-delà d'une politique de placement des offices qui semble se résumer à faire occuper par les familles immigrées les logements grands et libres, la programmation et la répartition spatiale des logements, ainsi que leur catégorie a pu jouer un rôle fondamental dans les processus de concentration et de formation d'isolats étrangers dans la ZUP.

Cette réalité est particulièrement lisible dans la comparaison des deux tranches HLM de la partie nantaise de la ZUP. La concentration des PSR dans la 2° tranche et le nombre important de grands logements (51,8 % de T5 et T6) fait monter la proportion des familles immigrées à 33 % alors que sur l'autre tranche (où les petits appartements sont en quantité relativement importante), le pourcentage des ménages étrangers dépasse à peine 12 %.

A cette concentration s'ajoutent d'autres caractéristiques qui font de la deuxième tranche celle où les familles sont les plus fragiles, les plus nombreuses et les plus démunies. 43 % des chefs de ménages y sont au chômage (contre 13,5 %), 45 % des familles y ont plus de 3 personnes à charge (contre 13 %) et 32 % disposent d'un revenu net imposable annuel (RNIA) de moins de 10000 F (contre 13,5). Ce sont là l'essentiel des données apportées par l'enquête de l'office : les chiffres sont présentés globalement pour chaque tranche sans affiner le constat immeuble par immeuble, ni faire la relation entre condition immigrée et chômage.

Ces indications sont, pour leur part, révélées par l'enquête de l'Office Départemental HLM sur la partie herblinoise de la ZUP. En détaillant condition sociale, économique, familiale et ethnique, immeuble par immeuble, l'étude fait apparaître les effets pervers et inattendus du mode de programmation et de distribution des logements dans barres et tours qui constituent l'ordinaire du paysage de la ZUP.

Le nombre de chaque type d'appartement (T1, T2 ... T7) a été établi en fonction des types familiaux des années 60, dont c'est un secret de polichinelle, de dire qu'ils donnaient la faveur, dans les milieux populaires, à des familles de bonne taille (sur la ZUP : 4,15 personnes par ménage en 1975 ; 3,15 en 1982). Les choses ont désormais changé en 1982, et souvent la préoccupation des offices consiste à transformer ces grands logements - qu'ils ne pouvaient attribuer désormais qu'aux grandes familles immigrées, en particulier maghrébines - en petits logements (T2, T3) qui font l'objet d'une forte demande de la part de jeunes couples. Au-delà de cette ventilation mettant en cause l'évolution de la taille des familles, se pose le problème de la répartition spatiale de ces appartements. Des raisons de rationalité technique et de rentabilité économique inscrites dans l'idéologie technocratique de l'époque ont conduit les architectes et constructeurs à grouper et à superposer les appartements de même type. Ils rejetaient ainsi comme désuète une tradition plus ou moins consciente qui consistait à mélanger dans le sens vertical, de part et d'autre de la cage d'escalier grands et petits appartements. Il y avait là une rationalité technique vicieuse qui, à défaut du mélange social, liquidait jusqu'à la possibilité de mélanger des types familiaux ou générationnels. Si déjà cette distribution faisait problème dès les premiers temps des grands ensembles, l'effet pervers en fut redoublé dans les années 80 avec le fait qu'à la taille de la famille s'ajoute l'appartenance ethnique.

Le phénomène est précisément tout à fait lisible à travers l'enquête réalisée pour le compte de l'Office Départemental HLM citée plus haut, et menée sur un ensemble de 450 logements (4). Les étrangers y sont moins nombreux que dans les quartiers HLM de la partie nantaise, mais plus que dans le reste de cette partie herblinoise de la ZUP (8% contre 6%). Mais ils sont rassemblés dans 3 rues bordées d'immeubles ne contenant que des T4, T5 et T6.

Ainsi regardées en fonction du nombre de familles nombreuses, de familles étrangères, de familles monoparentales et de famille d'inactifs (critères retenus par les enquêteurs), les 3 rues citées précédemment viennent systématiquement en tête de liste. Pour ne citer qu'une seule de ces rues, la rue de Baugé, cul de sac qui ne dessert qu'une barre de 5 niveaux distribuée en 2 cages d'escalier de 4 T4 et 4 T5, cette rue vient en premier rang pour le nombre de familles nombreuses (60 %), de familles étrangères (33,3 %), de familles d'inactifs (40 %) et en second rang pour le nombre de familles monoparentales (20 %). La forte proportion des étrangers n'induit pourtant pas obligatoirement le constat d'une cohabitation difficile : très paradoxalement la rue détaillée précédemment vit, selon l'enquête, "en bonne conviviabilité", alors qu'une rue où le nombre des étrangers est moins important laisse apparaître de grandes difficultés à vivre ensemble. Au demeurant, les données sont là pour démontrer que la concentration immigrée ne conduit pas tant à un ghetto ethnique qu'à conforter un ghetto social, au sein duquel, parmi d'autres, les immigrés cumulent les difficultés. C'est cette accumulation qui rend le mélange explosif, lourd de tensions prêtes à éclater.

III - PRESENCE REELLE, EXPRESSION DE LA PRESENCE ET PERCEPTION DE LA PRESENCE IMMIGREE

Dans les années 75, l'ethnologue Gérard ALTHABE a démontré, en partant précisément de Bellevue (5) et d'observations sur les rapports entre habitants de plusieurs cages d'immeubles, comment naissait le "procès" que les familles instruisaient les unes contre les autres. Le motif de l'accusation trouve son origine dans les écarts vis-à-vis d'une normalité familiale moyenne, écarts situés au niveau du nombre et de l'éducation des enfants, de la situation de travail ou de famille, etc.. Par le cumul de leurs différences ethniques, culturelles, familiales et sociales, les immigrés constituent une cible privilégiée de ce "procès" qui vise illusoirement à exorciser les propres difficultés de ceux qui vivent dans leur voisinage et qui trouvent ainsi l'argument pour se classer subjectivement dans la normalité.

Sur ce plan, la forte présence des immigrés dans certains groupes d'immeubles ou cages d'escalier à grands appartements est encore renforcée par l'expression (plus involontaire que volontaire) de leurs différences de comportements et de pratiques. Au point que certains habitants interrogés, pas nécessairement racistes, se disent et se sentent "envahis", voire menacés dans l'expression future de leur propre identité culturelle.

Dans la ZUP, plusieurs échelles urbanistiques constituent le support spatial des manifestations de la présence immigrée, principalement maghrébine, échelles qui semblent trouver une spécialisation selon l'appartenance sexuelle et générationnelle des acteurs concernés. Cette spécialisation n'est pas sans reproduire ou reconduire (sous des formes adaptées et influencées par le contexte du pays d'accueil) des divisions de l'espace particulières à la société arabo-musulmane d'origine. On peut ainsi mentionner la présence des femmes dans les logements et le voisinage, celle des enfants à l'école, l'existence du marché arabe de Bellevue, l'espace de palabre masculin que constitue la place de Bellevue et l'appropriation "beure" de certains équipements publics (Maison de quartier et Maison de l'Enfance). Nous examinerons chacun de ces niveaux, en essayant de dégager le contenu des comportements ethniques et la manière dont ils sont reçus.

IV - FEMMES

Les femmes qui ont rejoint leurs maris immigrés sont, comme leur époux, souvent issues de milieux ruraux, quelquefois récemment urbanisées dans les petites villes, ou les banlieues des grandes. Analphabètes, elles ne maîtrisent pas la langue française, à la différence de leur époux, que le séjour célibataire antérieur a préparé. Pour ces femmes le renfermement domestique connu au pays d'origine est prolongé en France, et comme rendu encore plus nécessaire par l'isolement renforcé dû à la non-maîtrise de la langue et, pour certaines femmes, par la surveillance renforcée que croit devoir exercer le mari dans un contexte urbain, donc considéré par lui comme plus dangereux pour l'honneur de sa femme et de la famille dont il est garant (6). La rupture et le choc culturel à l'arrivée dans le pays d'accueil est souvent double : brusque transition du milieu rural au milieu urbain, irruption brutale dans la société occidentale. Une anecdote concernant l'arrivée d'une famille marocaine dans un logement de la ZUP illustre très bien le choc de la femme, raconté par son fils : "Y a ma mère, quand elle est allée dans une pièce, elle voulait pas entrer dans une autre, elle croyait que quelqu'un habitait à côté ; pour elle c'était grand". Laplace nous manque ici pour développer ce point concernant le logement des familles marocaines immigrées. Disons que c'est un lieu fortement investi par les femmes de la première génération immigrée, souvent aménagé par elles en reproduisant des dispositions traditionnelles (distinction de la pièce des invités (Bit Diaf) et des pièces familiales (Biout Harem), utilisation de banquettes marocaines (seddari et m' tarba) (7). Pour elles, le logement constitue le lieu privilégié où l'on peut redéployer des habitudes culturelles que l'on ne peut ou ne veut pas perdre. Pour beaucoup de ces femmes (et leur mari), le logement ici n'est que l'espace protecteur de la famille menacée par l'environnement occidental, dans l'attente du retour préparé d'année en année. Beaucoup des familles interrogées ont déjà leur maison construite pour le retour, que boudent et même boycottent les enfants (7). Dans le même logement, on fait nombre de fêtes familiales, ou entre femmes marocaines, pour toutes sortes de prétextes, des plus traditionnels (circoncision) aux plus induits par la présence en France (réussite scolaire des enfants).

Souvent les sorties de ces femmes sont extrêmement réglées et limitées : pour aller chercher les enfants à la porte de l'école, aller faire certaines courses (tissus, laine) ou bien aller au marché de Bellevue dont nous reparlerons. La limitation de ces sorties est autant induite par la difficulté de communication que les restrictions fixées par le mari. Celles-ci concernent aussi la tenue corporelle et vestimentaire : les cheveux ne peuvent être coupés, et à l'extérieur ils

doivent être cachés par un foulard, tandis que la djellaba protège la visibilité des jambes et des épaules. Cette tenue est autant pratiquée dans l'espace de voisinage qu'en direction de l'école et du marché. C'est souvent elle qui suscite chez les voisins français des réactions hostiles ; sous le prétexte que les immigrés vivent en France, ils voudraient les voir adopter ce qu'ils considèrent comme une norme de bon voisinage. Ces propos tenus par une jeune femme de la ZUP illustrent ce type d'intolérance et d'incompréhension culturelle qui peut facilement basculer dans le racisme : "On les tolère bien, mais quand elles s'habillent avec leurs grandes robes, bon ben moi, j'estime qu'elles sont en France, elles pourraient s'habiller comme nous... Bon ben, disons même, quand on s'engueule ensemble, qu'il y a des heurts, elles parlent pas en français, allez les comprendre dans ces cas-là, hein ?"

Dans de tels cas, l'affirmation vestimentaire de l'appartenance à une autre culture est perçue comme une provocation et s'ajoute à la réalité de la présence pour créer chez l'autochtone le sentiment d'une menace : "On est envahi". Cet effet est encore redoublé à l'école où est répercuté le nombre supérieur d'enfants des familles maghrébines, rendant souvent majoritaires dans la classe les enfants immigrés. Si certaines familles immigrées se sentent encouragées, par leur plus forte présence, à affirmer leurs traits culturels d'origine (langue, habillement), d'autres ont conscience des réactions de défense, voire de racisme, que peut engendrer cette affirmation voyante de la culture d'origine, et s'attachent consécutivement à se fondre, par l'apparence présentée en public, aux moeurs occidentales. Ce qui fera dire à la même personne citée plus haut : "En face de chez nous, c'est des arabes... très gentils, on les entend pas, il faut être tolérant pour vivre ensemble... certains (immigrés), ils veulent se distinguer des français... ils veulent être un camp à part ... les voisins, ils s'habillent comme vous et moi, il y a pas de problèmes..."

En fait, dans la ZUP, ce sont essentiellement des femmes qui présentent, avec une telle visibilité, les apparences extérieures de leur origine culturelle ; mais ce n'est en aucune façon pour affirmer intentionnellement l'attachement à cette culture. C'est parce qu'elle constitue encore leur principale ou seule référence, soit parce que ces femmes ont difficulté à accéder à l'autre culture (obstacle de la langue, autocensure, soit parce que le mari reproduit (avec quelquefois plus de rigueur) la règle arabo-musulmane de séparation du monde entre univers masculin (public) et féminin (domestique) (8). Le marché de Bellevue est peut-être à considérer également pour sa part comme une des expressions de cette coupure. Situé sur la partie herblinoise, il reçoit le mardi et le vendredi beaucoup de commerçants arabes. Il est considéré d'ailleurs comme un "marché arabe", un véritable souk. Plus que d'autres grands marchés nantais du centre, également fréquentés par des immigrés, celui de Bellevue attire principalement des femmes maghrébines. Situé en lisière de la grande ville, sur St-Herblain, banlieue nantaise, aisément accessible par les bus ou le tramway, il reproduit peut-être ces souks exclusivement féminins qui existent au Maghreb. On est en tout cas frappé par le nombre de femmes en groupe de 2, 3, 4 qui le fréquentent, hors de la présence de leur mari, mais systématiquement couverts d'un foulard et habillées d'une djellaba. Elles y viennent ainsi régulièrement pour s'approvisionner en produits du pays et n'hésitent pas à faire plusieurs kilomètres pour cela. Lieu d'approvisionnement, le marché est également lieu de sociabilité féminine immigrée.

V - JEUNES

L'arrivée tardive des femmes en France, le handicap de la langue retardent un accès et une adhésion, même partielle, aux valeurs occidentales que l'intégration scolaire des enfants va souvent bousculer, en particulier lorsqu'arrive l'adolescence, moment qui voit s'affirmer les oppositions aux valeurs préservées par les parents. Si le retour au pays, nous l'avons dit, reste encore la perspective rêvée par la première génération, qui l'a préparée, elle est rejetée par une

majorité, voire la totalité des enfants (9). Les voyages réguliers effectués chaque année avec les parents renforcent chaque fois cette hostilité. Les témoignages recueillis sur Bellevue confirment ce qui est largement connu par ailleurs. Plutôt que de nous attarder sur cet aspects, nous voudrions plutôt nous attacher à examiner ce qui peut traduire dans l'attitude des jeunes immigrés une volonté de fixation, sur le sol où ils sont nés et dans le quartier où ils vivent, et les pratiques mises en oeuvre, voire affichées de manière ostentatoire, pour obtenir une double reconnaissance comme arabes et comme partie constitutive de la communauté vivant sur le territoire national.

Cette présence et cette volonté de fixation sont particulièrement visibles dans la ZUP de Bellevue dans les espaces et les équipements publics, à savoir la place de Bellevue, terminus du tramway, la Maison de l'Enfance et, au plus fort du mouvement beur, la Maison de Quartier, fermée par la municipalité de droite élue à Nantes en 1984. Une majorité d'immigrés fréquentent la Maison de l'Enfance, créée par l'UFCV dans la ZUP vers 1977. Elle accueillie des jeunes de 4 à 16 ans, et a été le creuset de l'éveil de nombreux jeunes immigrés et même le lieu exclusif de leur appropriation. On y voit même des gamins de 6-7 ans dire à leurs petits camarades français : "T'as pas à venir là, toi" (10). Les adolescents y ont créé une radio libre : "Radio des Poumons", où bientôt sur pression de la municipalité, l'animateur de la station, "Miloud" devra remplacer son prénom par un pseudonyme à consonance plus anglo-saxonne. En 1984, un jeune adepte du Smurf, Yasmine, qui anime un groupe de danseurs, est interviewé par le quotidien Ouest-France. Il y dit bien cette double identification aux groupes dominés et au monde occidental en affirmant que son projet est "de rattraper les américains qui ont six années d'avance" (les américains en question sont des noirs ou des Porto-Ricains).

On retrouve chez beaucoup de jeunes immigrés de Bellevue cette réalisation (ou ce désir de réalisation) dans des activités de spectacle, de danse ou de sport de combat qui leur permettent de se distinguer, de figurer parmi les meilleurs. On peut mentionner ce fils de travailleur marocain du bâtiment qui faillit faire le désespoir de son père : études difficiles, petite délinquance, placement en entreprise désastreux, et qui se retrouve finalement professeur de Karaté, créateur d'une école dans cette discipline, rentré dans le rang et désormais fierté de la famille qui habite toujours Bellevue.

L'habillement dernier-cri participe aussi de cette manière d'être en première ligne de la nouveauté : cette surenchère dans la demande de reconnaissance et l'affichage de l'adhésion aux valeurs occidentales trouvent particulièrement à s'exprimer, sur la grande place de Bellevue, mais se trouvent également être prolongés sur la place du Commerce au Centre de Nantes, ou (par les beaux jours) sur l'esplanade de La Baule, "la plus belle plage d'Europe". Curieusement cette volonté de forcer l'assimilation qui peut aller jusqu'au travestissement (mèches blondes, lentilles changeant la couleur des yeux (12), n'exclut pas, de la part des groupes de jeunes immigrés habillés dernier cri, paradant et palabrant sur les lieux publics, l'usage de la langue maternelle. C'est en tout cas la manière dont ils manifestent souvent leur présence sur la place de Bellevue. Ce mélange des genres correspond en réalité à toute une sensibilité des jeunesses du monde occidental confrontées à l'interethnicité : par l'habillement et le maquillage corporel, ces jeunes pratiquent volontairement la confusion des sexes et des races, pour mieux en affirmer l'égalité. Une certaine culture rock en est sans doute l'expression la plus manifeste, en particulier pour ce qui concerne les jeunes maghrébins, le Raï, ce mélange de rock occidental et de chant andalou d'Afrique du Nord. Bellevue n'a pas échappé à ce type de rencontre culturelle : dès les années 80, une fameuse fête interculturelle tenue dans la Maison de Quartier sise dans la partie nantaise de la ZUP, vit en finale, après une production séparée des deux groupes de musiciens, la réunion des rockers de "Flash" avec les Marocains, raconte un témoin (13), et ça a été un moment très fort. J'ai vu un Marocain les larmes aux yeux venir me serrer la main très fort en disant : "C'est formidable ! On ne pensait pas que c'était possible de voir ça un jour dans la ZUP". Ces moments préparaient l'émergence du mouvement anti-raciste de Convergence 84, qui allait faire de la Maison de Quartier de Bellevue, le point de ralliement des "rouleurs" se dirigeant vers la Capitale (14). Tous ces événements préparaient une appropriation quasi exclusive de la Maison de Quartier par les jeunes beurs de Bellevue, et entraînaient rapidement sa fermeture à la suite des plaintes du voisinage (1985).

Une grande distance semble séparer, dans les aspirations et le comportement, les deux générations concernées par l'immigration : à Bellevue, cette distance frappe dans la présentation extérieure, et le contraste est le plus net entre femmes de la première génération et jeunes gens de la deuxième. Mais ce n'est sans doute là qu'apparence : souvent le coeur des mères est plus proche des aspirations des fils et filles. Sous le complet-veston que portent souvent les hommes immigrés de la première génération, se tient toujours en éveil l'autorité masculine et parentale qui, conforme à la tradition arabo-musulmane, prétend protéger l'unité et la dignité de la famille, ce qui se fait en limitant la liberté de la femme et des descendants. Pourtant, cette autorité crée contradictoirement le ferment d'une solidarité familiale très opportune dans le contexte de l'immigration : le témoignage de ce jeune lycéen immigré de Bellevue dit très bien ce supplément de solidarité familiale qu'il trouve dans la grande famille formée par le père (7 enfants), comparativement à ses camarades français de Bellevue: "Mes parents, j'aurais vingt ans et je ne travaillerais pas; mes parents me garderaient toujours chez moi (lapsus); je vois des Français qui ont eu 18 ans, je les vois les mettre à la porte sous le simple prétexte qu'ils ont 18 ans c'est pour ça que je dis : chez moi la famille c'est une notion très importante... Tous les Maghrébins qui ont fait de la prison, qui ont volé... les parents, ils les mettront jamais à la porte. Je vois les gars du quartier, ils ont fait des conneries, ils ont tous eu des problèmes avec les flics, ils sont avec leurs parents...".

CONCLUSION

S'il sort de ce texte le sentiment d'une situation sinon embrouillée du moins complexe, les faits et les réflexions que nous y avons présentés auront été perçus conformément à notre intention. D'abord la livraison des faits bruts est trompeuse: ainsi les données statistiques concernant la présence dans les grands ensembles des populations immigrées ne peuvent se satisfaire des grands découpages, il faut analyser les choses plus finement, jusqu'au niveau de l'immeuble pour avoir une exacte mesure des réalités de la concentration immigrée dans les ZUP et autres quartiers populaires. Ensuite, au-delà de la gestion HLM (dont la seule politique, après avoir rempli les grands appartements vides de grandes familles immigrées, consiste à limiter leur accès), il existe une structure technique dans la production du logement qui favorise les concentrations (cage desservant de grands appartements). Aux fortes présences constatées dans la ZUP viennent se superposer les manifestations de cette présence, rendues plus contrastées par les différences culturelles et quelquefois perçues comme provocation. En réalité l'expression de cette différence culturelle apparaît souvent inintentionnelle : plutôt que la volonté de maintenir les attributs de sa culture d'origine, la difficulté (obstacle de la langue, mais aussi restriction du mari) à intégrer la culture du pays d'accueil. A l'inverse, chez les jeunes immigrés, elle tend vers une surenchère dans l'appropriation d'attributs de la culture occidentale (mode vestimentaire) et y mêle des attitudes de palabre et de parade, non sans rapport avec le fort investissement masculin sur l'espace public dans la culture d'origine. Pour reprendre des concepts travaillés par Gilles KEPEL (15), les premiers ont besoin d'une insertion reconnue, les seconds aspirent à l'intégration.

L'urbanisme et la gestion urbaine n'ont jamais réussi à penser ces deux directions sur le plan spatial : les concentrations actuelles sont des mélanges explosifs, car la transition communautaire nécessaire aux immigrés de la première génération n'a pas été prise en compte et le contentieux historique avec le Maghreb pèse trop lourd. Pourtant des réflexions anciennes telles que celle de Lévi-Strauss auraient dû inciter à y réfléchir concrètement : "La tolérance réciproque suppose réalisées deux conditions que les sociétés contemporaines sont plus

éloignées que jamais de connaître : d'une part une égalité relative, de l'autre une distance physique suffisante" (16). Mais n'est-ce pas trop tard dès lors que l'aspiration des générations issues de l'immigration postule à l'intégration ?

NOTES

- (1) La ville en deux ou le destin partagé d'une ZUP, ouvrage à paraître aux éditions ACL, Nantes, 1988.
- (2) L'habitat contemporain au Maroc et l'évolution des modes de vie, Recherche pour le Bureau de la Recherche Architecturale, 1986, 1987...
- (3) Cf. Véronique DE RUDDER, "L'exclusion n'est pas le ghetto. Les immigrés dans les HLM" in *Projet*, n° 3, janvier 1983.
- (4) Enquête du Bureau d'Etudes d'Urbanisme Square, Nantes, 1986.
- (5) G. ALTHABE et alii, *Urbanisation et enjeux quotidiens*, Anthropos, Paris, 1985, p. 13 à 45.
- (6) Entretien en arabe dialectal réalisé par Souad BAKALTI avec des femmes émigrées marocaines de la 1ère génération (1987).
- (7) Entretien en français réalisé conjointement avec Souad BAKALTI auprès des filles des précédentes (1987).
- (8) Voir Fatima MERNISSI, Sexe, Idéologie, Islam, ed. Tunis, 1983.
- (9) Entretien avec des familles immigrées de Bellevue et un groupe de jeunes marocaines de la 2ème génération.
- (10) Corinne DAVAULT : "Les enfants d'immigrés et le travail social à Nantes Bellevue", Mémoire de Maîtrise de Sociologie, Université de Nantes, 1986.
- (11) Ouest-France, 15 Novembre 1984.
- (12) Sapho, chanteuse rock, écrivain, émigrée marocaine en constitue un excellent exemple.
- (13) Animateur de la Maison de Quartier.
- (14) Corinne DAVAULT, op. cit..
- (15) Gilles KEPEL, Les banlieues de l'Islam, Ed. du Seuil, Paris, 1987
- (16) Claude LEVI-STRAUSS, "Race et culture (1971) in Le Regard Eloigné, Ed. Pion, Paris, 1983.